

Dossier de candidature à l'expérimentation "territoire zéro chômeur de longue durée" : un guide

Le [cahier des charges](#) encadrant l'appel à candidatures pour la deuxième étape de l'expérimentation "territoire zéro chômeur de longue durée" a été fixé par arrêté ministériel¹. Il énonce les modalités d'analyse des candidatures, les principes et éléments attendus dans le dossier de candidature et le processus d'examen des candidatures à l'habilitation.

Le présent guide s'adresse aux territoires souhaitant constituer un dossier de candidature à l'habilitation. Il compile :

- des précisions ainsi que des exemples pour répondre aux questions ouvertes du formulaire de réponse
- des renseignements sur les éléments indispensables attendus dans certaines pièces
- la liste des modèles à compléter fournis par le Fonds d'expérimentation

0 Informations administratives

La collectivité candidate

La candidature est portée par une collectivité locale ou un établissement public de coopération intercommunale qui constitue le dossier de candidature et est l'interlocuteur privilégié du Fonds d'expérimentation.

Dans le cas où la collectivité candidate n'est pas l'échelon administratif le plus proche du territoire proposé à l'expérimentation, un interlocuteur doit également être identifié à ce niveau (commune dans la majorité des cas ou arrondissement). Son engagement opérationnel dans l'expérimentation est primordial.

Le territoire proposé à l'expérimentation

Il s'agit du territoire sur lequel prendra place l'expérimentation. Un territoire est un espace géographique continu au sein duquel un comité local pour l'emploi (CLE), chargé de piloter l'expérimentation en son sein et d'en assurer le déploiement, existe et pour lequel la capacité à atteindre l'exhaustivité est démontrée. Le CLE est présidé et réuni par l'élue local.e.

1 territoire expérimental = une candidature.

Le niveau supra-territorial

La candidature du territoire peut s'inscrire dans une stratégie supra-territoriale : métropolitaine en zones urbaines, intercommunale en zones rurales, de la Corse ou des collectivités d'outre-mer. Cette stratégie est alors coordonnée par une collectivité ou un établissement public de coopération intercommunale de niveau supra-territorial. L'engagement supra territorial peut permettre la mutualisation de moyens, la mobilisation de partenariats et de financements et la coordination de la mise en œuvre du droit à l'emploi sur le territoire qu'il administre.

¹ Arrêté du 7 juin 2021 relatif à l'approbation du cahier des charges « Appel à projets – Expérimentation "territoire zéro chômeur de longue durée" »

L'engagement d'une collectivité supra-territoriale ne saurait se substituer aux missions dévolues aux territoires eux-mêmes dans le déploiement de l'expérimentation (rencontre des personnes privées durablement d'emploi, complémentarité et non concurrence, développement des activités, suivi de l'atteinte de l'exhaustivité...). Chaque niveau de pilotage doit disposer des moyens d'ingénierie adaptés à l'exercice de sa mission.

Par ailleurs, si l'absence d'engagement de la collectivité supra ne saurait empêcher la candidature d'un territoire, la cohérence entre la stratégie supra-territoriale, lorsqu'elle existe, et celle du territoire pourra être vérifiée pour assurer la mise en œuvre du droit à l'emploi.

Le niveau infra-territorial

Dans le cas d'une candidature portée par un établissement public de coopération intercommunale, toutes les communes concernées par le territoire proposé à l'expérimentation doivent avoir délibéré pour affirmer leur engagement dans le projet.

1 Profil du territoire candidat

Cartographie

Il s'agit de télécharger une cartographie présentant les limites du territoire proposé à l'expérimentation : il est recommandé d'utiliser un outil de calculateur de surface.

Identifiants administratifs

Il s'agit d'indiquer le code INSEE de la commune (ou des communes) et pour les territoires proposés à l'expérimentation de niveau infracommunal, le code IRIS. Celui-ci est constitué de 9 chiffres, dont les 5 premiers correspondent au code INSEE de la commune. Vous pouvez trouver le ou les codes correspondants à votre territoire ici : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/iris>.

Taux de chômage

Il s'agit d'indiquer le taux de chômage au sens de Pôle Emploi (catégories A, B et C).

Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) inscrits depuis plus d'un an sur le territoire

Il s'agit d'indiquer le nombre de DELD au sens de Pôle Emploi (catégories A, B, C, D et E).

Estimation du nombre de personnes potentiellement concernées, et du nombre de personnes privées durablement d'emploi (PPDE) sur le territoire proposé à l'expérimentation

Il s'agit d'indiquer d'une part le nombre de personnes potentiellement concernées par l'expérimentation, c'est-à-dire se trouvant dans une situation de privation d'emploi de longue durée, et d'autre part d'estimer le nombre de PPDE au sens de la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée », c'est-à-dire les "personnes volontaires privées durablement d'emploi depuis au moins un an malgré l'accomplissement d'actes positifs de recherche d'emploi et domiciliées depuis au moins six mois dans l'un des territoires participant à l'expérimentation".

2 Engagements des collectivités

La liste des engagements pris par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale candidat.e

Exemples d'engagements possibles : mises à disposition de ressources humaines (services et nombre d'ETP), ressources financières (montant, année et finalité) ou matérielles (type de matériel), participation au financement du fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi, mobilisation des services de la collectivité, participation en tant que donneur d'ordre à l'activité de l'Entreprise à But d'Emploi (commande publique), contribution à l'évaluation de l'impact du projet en termes d'économies induites, participation volontaire à la contribution au développement de l'emploi, etc.

La liste des engagements de la collectivité disposant des compétences départementales

Le Département doit obligatoirement soutenir le développement du projet sur le territoire expérimental et s'engager à verser au minimum la part obligatoire de Contribution au Développement de l'Emploi (CDE) prévue par la loi.

Exemples d'autres engagements possibles : participation au financement du fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi, contribution à l'évaluation de l'impact du projet en termes d'économies induites, mobilisation des agents des services sociaux départementaux, etc.

La liste des engagements de la collectivité disposant des compétences régionales

Exemples d'engagements possibles : financement de l'ingénierie du projet, financement de la formation à destination des PPDE via le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) notamment, aides à la création d'entreprise, participation volontaire à la contribution au développement de l'emploi, etc.

La liste des engagements des autres collectivités ou établissements publics de coopération intercommunale concernée.es par le territoire proposé à l'expérimentation

Exemples d'engagements possibles : mises à disposition de ressources humaines (services et nombre d'ETP), ressources financières (montant, année et finalité) ou matérielles (type de matériel), participation au financement du fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi, mobilisation des services de la collectivité, participation en tant que donneur d'ordre à l'activité de l'Entreprise à But d'Emploi (commande publique), contribution à l'évaluation de l'impact du projet en termes d'économies induites, participation volontaire à la contribution au développement de l'emploi, développement de partenariats utiles au projet, etc.

Les délibérations des collectivités territoriales et EPCI

Les délibérations actent les engagements pris par les collectivités ou établissements publics de coopération intercommunale. Elles doivent impérativement énoncer le territoire expérimental proposé à l'habilitation.

3 Inscription du projet dans le développement local, les politiques publiques locales et la dynamique entrepreneuriale

Actions de coopération entrepreneuriale menées précédemment sur le territoire et interactions avec le projet

Exemples d'actions de coopération entrepreneuriale : Pôle Territorial de Coopération Économique, développement d'une filière de production, pôle de compétitivité ...

Interaction des politiques publiques menées et à venir avec le développement du droit à l'emploi

Exemples de politiques publiques : Agenda 21, projet de territoire, politique de la ville, projet alimentaire territorial, Plan Action cœur de ville, Territoire à Énergie Positive....

4 Mobilisation du territoire

Plan de communication du projet sur le territoire

Modèle téléchargeable à compléter : 1. *Plan de communication projet*.

Liste des acteurs concernés par le droit à l'emploi mobilisés et composition du Comité Local pour l'Emploi

Modèle téléchargeable à compléter : 2. *Liste des acteurs mobilisés et composition du CLE*.

A minima, le Comité Local pour l'Emploi est composé :

- De représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements parties prenantes à l'expérimentation, notamment les départements, désignés par leur assemblée respective ;
- Du représentant du préfet de département ;
- De représentants de Pôle emploi ;
- De représentants de la direction et des salariés des entreprises conventionnées par l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale ;
- De représentants des acteurs économiques locaux ;
- De représentants des personnes privées durablement d'emploi ;
- D'un représentant de l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale, en tant que garant des orientations de l'expérimentation.

Il est présidé et réuni par l'élu.e local.e (souvent le maire) et son animation est assurée par l'équipe projet.

Organisation de l'instance du Comité Local pour l'Emploi

Exemples d'éléments à fournir dans la réponse : statut, gouvernance, commissions éventuelles, etc.

Modalités de prise de décision du Comité Local pour l'Emploi

Exemples d'éléments à fournir dans la réponse : répartition des droits de vote, modalités de prise de décision (quorum, règles de majorité), etc.

5 Projection des créations d'emplois supplémentaires pour répondre aux besoins du territoire

Pour les trois premières années d'expérimentation, il s'agit d'estimer le nombre d'emplois supplémentaires à créer en Entreprises à But d'Emploi (EBE), ainsi que les autres sorties de la privation d'emploi. Cela permet d'obtenir un prévisionnel annuel de sorties de la privation d'emploi sur le territoire.

Il est également demandé le nombre d'années d'expérimentation nécessaires à ce que le territoire soit en capacité de proposer une solution d'emploi à l'ensemble des volontaires du territoire.

6 Leviers de l'exhaustivité partenariale

Qu'est-il mis en place pour permettre aux volontaires d'accéder aux différentes opportunités d'emploi existantes sur le territoire ?

Exemples de leviers : identification et mobilisation des structures employeuses, accompagnement socio-professionnel, animation de la file d'attente, etc.

De quelles manières les EBE du territoire peuvent-elles s'appuyer sur la dynamique du territoire pour développer des activités ?

Exemples de leviers : identification des activités à développer en partenariat, sous-traitance d'une entreprise du territoire, extension de l'offre de services du territoire, etc.

7 Equipe opérationnelle du Comité Local pour l'Emploi

Les moyens du Comité Local pour l'Emploi

Modèle téléchargeable à compléter : 3. *Composition de l'équipe opérationnelle et budget du CLE*

8 Organisation du territoire

Répartition des rôles et responsabilités entre le CLE, l'équipe opérationnelle du CLE et les EBE

Exemples de rôles et responsabilités nécessaires à la mise en œuvre de l'expérimentation : rencontre avec les personnes privées durablement d'emploi, identification des travaux utiles, animation de la liste de mobilisation des personnes privées durablement d'emploi, prospection et identification d'activités, développement des activités, garantie de la non-concurrence des activités développées, garantie de la complémentarité des emplois créés en EBE, etc.

Modalités de coordination entre le CLE et les EBE

Exemples de modalités de coordination : présence de membres du CLE dans la gouvernance des EBE, fiche de validation des activités développées par les EBE, commission dédiée au sein du CLE, échanges informels réguliers, etc.

9 Implication des personnes privées durablement d'emploi

Plan de communication et d'information des personnes concernées

Modèle téléchargeable à compléter : 4. *Plan de communication personnes concernées*

Il s'agit de décrire les actions menées pour prendre contact avec les personnes concernées, visibles et invisibles, et les informer quant au projet.

Modalités de rencontre et d'accueil des personnes concernées

Il s'agit de décrire les temps de rencontre individuelle avec les PPDE.

Modalités de travail en collectif avec les PPDE

Il s'agit de décrire le travail mené en collectif avec les PPDE.

Présentation des ressources humaines du territoire

Modèle téléchargeable à compléter : 5. *Présentation des ressources humaines du territoire.*

10 Identification des travaux utiles

Il s'agit de présenter la façon dont les travaux utiles sont identifiés en cohérence avec les ressources humaines du territoire et en veillant à leur complémentarité/non-concurrence par rapport à l'existant.

11 Activités à déployer durant la première année suivant l'habilitation - année N

Quels sont les moyens matériels nécessaires à l'activité ?

Il s'agit des actifs physiques que l'EBE entend utiliser sur plus d'un exercice comptable dans le cadre de son activité (les terrains, les bâtiments, le mobilier, les machines, les véhicules, le matériel informatique...)

Potentiel de l'activité : nombre d'ETP annuel, chiffre d'affaires annuel et marge brute annuelle

Il s'agit d'indiquer le potentiel de l'activité, une fois le rythme de croisière atteint.

Analyse de la territorialité de l'activité

La territorialité s'apprécie à partir de la répartition du chiffre d'affaires réalisé :

- pour les activités de production (implantation des lieux de vente, circuits de distribution...)
- pour les activités de vente / négoce (implantation des lieux de vente)
- pour les activités de prestation de service (part réalisée sur le territoire)

12 La ou les premières unités d'EBE

Les EBE sont des organisations de l'économie sociale et solidaire au sens de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (1), qui embauchent, sans sélection, les personnes privées durablement d'emploi et mettent en œuvre les travaux utiles et supplémentaires dans une organisation du travail adaptée aux personnes.

S'il peut s'agir d'entreprises créées pour l'expérimentation, les unités d'EBE sont, de préférence, adossées de à des structures de l'ESS préexistantes sur le territoire expérimental. Plusieurs possibilités sont en effet envisageables pour la création d'une unité d'EBE :

- Création d'une structure ex nihilo
- Création d'une structure dédiée avec l'appui d'une structure préexistante
- Création d'un établissement secondaire d'une structure préexistante
- Transformation d'une structure préexistante en unité d'EBE (modification de l'objet statutaire)

A noter que les cas de figure présentés ici ne constituent pas une liste exhaustive des possibilités d'organisation, d'autres solutions peuvent être développées au regard de l'écosystème local.

L'unité d'EBE a-t-elle une structure juridique dédiée ?

Il s'agit ici d'indiquer si l'unité d'EBE dispose d'une structure juridique dédiée (y compris s'il s'agit d'une transformation d'une structure préexistante en unité d'EBE) ou si elle dépend d'un établissement principal.

Les statuts de la ou des EBE

Les statuts des unités d'EBE précisent que leur objet principal est la création d'emplois supplémentaires, qu'il s'agit d'entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire et que leur gestion est non lucrative, qu'elles embauchent sur proposition du Comité Local pour l'Emploi et sans sélection et qu'elles mettent en œuvre des activités supplémentaires et non-concurrentes avec les emplois privés et publics du territoire.

[Si pas de structure juridique dédiée] Dans le fonctionnement de l'unité d'EBE, qu'est-ce qui est mutualisé avec la structure porteuse ?

Exemples : systèmes de comptabilité, moyens (matériels, humains, financiers), rattachement hiérarchique, etc.

[Si structure juridique dédiée] Qu'est-ce qui vous a amené à créer une unité d'EBE reposant sur une structure juridique propre ?

Il s'agit de mentionner les éventuelles mutualisations existantes avec une structure de l'ESS et ce qui a amené à écarter les autres options (intégration à une structure préexistante ou ouverture d'un établissement secondaire).

Fonctionnement interne de l'unité d'EBE

Il s'agit de présenter tout document permettant d'éclairer le fonctionnement interne de l'unité d'EBE. Par exemple, le règlement intérieur d'une association complète ses statuts. A titre indicatif, il peut prévoir les conditions d'adhésion des membres ; les modalités de convocation de l'assemblée et l'élaboration d'une feuille de présence ; l'organisation interne du conseil d'administration et du bureau ; le fonctionnement de commissions au sein de l'association...

Document de délégation des rôles et responsabilités dans l'unité d'EBE

Il s'agit de décrire les modalités de prise de décision au sein de l'unité d'EBE ainsi que la répartition des responsabilités entre la gouvernance de l'entreprise et la Direction. Pour les unités d'EBE adossées à des structures juridiques préexistantes, merci d'explicitier les délégations de rôles et responsabilités de façon à mettre en avant l'articulation entre l'unité d'EBE et la structure porteuse.

Prévisionnels des unités d'EBE

Modèle téléchargeable à compléter : 6. *Prévisionnels des unités d'EBE*

Il s'agit de compléter les cinq feuilles du modèle présentées ci-dessous. Les feuilles étant associées, il est nécessaire de les compléter dans l'ordre.

- **Effectifs mensuels** (sur 3 ans)

Merci de renseigner la date de démarrage des activités de l'EBE (mois et année), puis de saisir les effectifs mensuels prévisionnels de l'unité d'EBE sur 3 ans, à partir du démarrage de l'activité.

Démarrage des activités de l'unité d'EBE	Année N 2021												Année N+1 2022											
	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Nombre d'ETP conventionnés	0	0	0	0	17	17	17	17	25	30	52	52	52	52	52	61	61	61	61	61	61	61	61	61
Nombre d'ETP non conventionnés	0	0	0	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3

- **Compte d'exploitation prévisionnel** (sur 3 ans)

Les éléments du compte d'exploitation sont à remplir en fonction du budget prévisionnel de l'EBE. Pour le calcul de la participation financière de l'Etat et des Départements, se référer à l'arrêté ministériel en vigueur au moment de la candidature. Les données saisies sur la feuille "Effectifs mensuels" peuvent servir de base pour

les calculs du compte d'exploitation prévisionnel, concernant les financements octroyés par l'Etat et les Départements (Contribution au développement de l'Emploi et dotation d'amorçage).

- **Plan de trésorerie prévisionnel** (sur un an)
- **Plan de financement prévisionnel** (sur 3 ans)
- **Investissements**

Investissement	Catégorie	Investissement réalisé (€ HT)			Détail de l'investissement		
		Année N	Année N+1	Année N+2	Montant	Date d'achat	Durée de service (ans)
		2021	2022	2023			
Machine A	Immobilisation Corporelle	20 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €	50 000,00 €	01/07/2021	20
Machine B	Immobilisation Corporelle		15 000,00 €		15 000,00 €	01/08/2021	5
TOTAL		20 000,00 €	35 000,00 €	10 000,00 €	65 000,00 €		

Financier 1				Financier 2			
Type de financeur	Nom	Acquis/en cours	Montant	Type de financeur	Nom	Acquis/en cours	Montant
Conseil régional	XXXXXX	Acquis	25 000,00 €	Partenaire privé	XXXX	Acquis	20 000,00 €
Intercommunalité	XXXXXX	Acquis	15 000,00 €				

Investissement	Indiquer le type d'investissement effectué (terrain, bâtiment, matériels informatiques, outillages, véhicules...)
Catégorie	<p>"immobilisations corporelles" : comprennent les biens physiques tels que bâtiments, terrains, machines de production et équipement, véhicules achetés...</p> <p>"immobilisations incorporelles" : comportent les biens immatériels dont la valeur repose sur un droit juridique (brevets, licences...)</p>
Investissement réalisé	<p>Indiquer les investissements effectués ou les prévisions du montant de l'investissement à effectuer en année N, N+1, N+2</p> <p><i>Exemple : Je prévois d'acheter un véhicule en 2022 à 10 K€ car je sais que j'aurai une subvention, je note le montant de 10 K€ dans la colonne 2022.</i></p>
Détail de l'investissement	<p>Montant</p> <p>Date d'achat : date à laquelle l'achat a été ou sera effectif (date de facture)</p> <p>Durée de service : Quelle est la durée d'amortissement de l'investissement (3, 5, 10, 20 ans ?)</p>

Financement de l'investissement réalisé ou à réaliser Pour un cofinancement, compléter les informations ci-contre pour les différents financeurs	Type de financeur : Qui est le financeur ? d'où vient la subvention qui a servi à réaliser l'investissement? <i>Exemple : subvention de la commune, département, région, fondations, emprunt, don, etc.</i>
	Nom du financeur
	Acquis/en cours
	Montant

13 Projection des opportunités de développement d'activités sur la durée de l'expérimentation

Combien d'activités déjà identifiées envisagez-vous de développer après la première année suivant l'habilitation ?

Il s'agit des possibilités, des idées présentes sur le territoire mais qui ne seront pas développées au cours de la première année d'expérimentation (année N).

14 Risques pressentis dans le déploiement de l'expérimentation et moyens mobilisés

Matrice des risques

Modèle téléchargeable à compléter : 7. *Matrice des risques*